

Service Sécurité Risques

Arrêté préfectoral DDT/SSR/UPR2 n°2024-0667

prescrivant la **modification du Plan de Prévention des Risques miniers (PPRM)**  
**sur les communes de Sonnaz et Voglans approuvé le 15 novembre 2013**

Le préfet de la Savoie  
Chevalier l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes Académiques

- Vu le code minier, notamment son article L. 174.5 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment les dispositions du II de l'article L.562-4-1 et des articles R. 562.10-1 et R. 562-10-2,
- Vu la loi n°1995-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;
- Vu le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le Décret n°2005-3 du 4 janvier 2005, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Vu la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales ;
- Vu la circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2013 portant approbation du Plan de Prévention des Risques miniers de Sonnaz Voglans ;

- Vu le rapport dénommé Bassin lignitifère de Voglans (Savoie) – Synthèse de l'étude de risque lié au phénomène d'effondrement localisé, réalisé par Geoderis en date du 09 juin 2021 ;
- Vu le rapport intitulé Bassin lignitifère de Voglans (73) – Révision de la carte de l'aléa « effondrement localisé » sur les communes de Voglans, Sonnaz et Chambéry réalisée par Geoderis en date du 02 mars 2022 ;
- Vu le porter à connaissance du Préfet de la Savoie, en date du 3 février 2023 sur les modifications apportées par les rapports pré-cités aux aléas miniers identifiés dans le PPRM approuvé le 15 novembre 2013 ;

Considérant les réunions d'association tenues les 11 et 12 mars 2024 avec, respectivement, les communes de Sonnaz et Voglans depuis le porter à connaissance du 3 février 2023 informant chacun des maires sur les motivations du lancement de cette démarche de modification,

Considérant que les études Géoderis susvisées ont conduit à connaître avec plus de précision le niveau d'exposition au risque minier et à apporter des corrections sur les périmètres et les intensités des zones soumises à l'aléa effondrement localisé,

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires,

#### **Article 1. Objectifs et délimitation de la modification**

La modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur les communes de Sonnaz et Voglans, est prescrite sur ces deux communes.

Il s'agit de la modification n° 1 du Plan de Prévention des Risques Miniers sur les communes de Sonnaz et Voglans, approuvé en 2013.

Elle implique une modification de la carte du zonage réglementaire sans changement ni du règlement, ni des principes de définition des zones réglementées.

#### **Article 2. Désignation du service instructeur**

La direction départementale des territoires de la Savoie (DDT 73) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Auvergne Rhône-Alpes (DREAL AURA) sont chargées de la conduite des actions nécessaires à la modification du PPRM.

#### **Article 3. Modalités de concertation**

Le préfet de la Savoie ou son représentant assurera la coordination administrative du projet.

A ce titre, conformément à la circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales, et à l'article R562-10-2 du code de l'environnement, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés seront consultés sur la base du dossier de modification. Ils seront invités à formuler un avis dans un délai de 1 mois.

#### **Article 4. Modalités de mise à disposition du public**

Conformément à l'article R.562-10-2 du Code de l'environnement, il sera procédé à une mise à disposition du public du dossier de modification du PPRM des communes de Sonnaz et Voglans pendant une durée de un mois.

La mise à disposition se fera en mairie de ces deux communes.

Les cartes réglementaires modifiées ainsi que la note exposant les motifs de la modification resteront déposées durant toute la durée de la mise à disposition du public dans les mairies sus-citées, pendant les jours et heures d'ouverture habituelles au public.

Le public pourra ainsi prendre connaissance du dossier et consigner ses observations dans le registre prévu à cet effet.

Le dossier sera également mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Savoie : <http://savoie.gouv.fr>

#### **Article 5. Mesures de publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Savoie et mention en sera faite par le préfet, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département, au moins huit jours avant le début de la mise à disposition du public.

Cet avis sera affiché en mairie ainsi qu'aux sièges des communautés d'agglomération de Grand Chambéry et de Grand Lac huit jours avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de celle-ci.

Il sera également consultable sur le site internet indiqué à l'article 4.

#### **Article 6. Voie de recours**

Conformément aux articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Dans le même délai, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

#### **Article 7. Exécution**

La secrétaire générale de la Préfecture de la Savoie, les maires des communes de Sonnaz et de Voglans, les présidents de Grand Chambéry, de Grand Lac et de Métropole Savoie, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Auvergne Rhône-Alpes, le directeur des sécurités et la directrice départementale des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le 09 JUL. 2024

François RAVIER

Le préfet

